

**No. 39508**

---

**Belgium  
and  
World Health Organization**

**Agreement between the Kingdom of Belgium and the World Health Organization concerning the establishment of a liaison office of this organization in Belgium (with joint declaration). Brussels, 6 January 1999**

**Entry into force:** *15 March 2002 by notification, in accordance with article 4*

**Authentic text:** *French*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Belgium, 12 August 2003*

---

**Belgique  
et  
Organisation mondiale de la santé**

**Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation mondiale de la santé sur l'établissement en Belgique d'un bureau de liaison de cette organisation (avec déclaration commuue). Bruxelles, 6 janvier 1999**

**Entrée en vigueur :** *15 mars 2002 par notification, conformément à l'article 4*

**Texte authentique :** *français*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Belgique, 12 août 2003*

[FRENCH TEXT - TEXT FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'ORGANISATION  
MONDIALE DE LA SANTE SUR L'ETABLISSEMENT EN BELGIQUE  
D'UN BUREAU DE LIAISON DE CETTE ORGANISATION

Le Royaume de Belgique, ci-après dénommé "la Belgique",

L'Organisation Mondiale de la Santé, ci-après dénommée "l'OMS",

Considérant que l'Organisation mondiale de la Santé a ouvert à Bruxelles un Bureau de liaison (dénommé ci-après "le Bureau"),

Considérant qu'il importe de prévoir des dispositions particulières concernant les privilèges et immunités dont le Bureau de l'OMS à Bruxelles peut bénéficier sur le territoire belge,

Désireux de conclure, à cet effet, un Accord complémentaire à la Convention sur les privilèges et immunités des Institutions spécialisées, y compris son annexe VII à l'égard de l'Organisation mondiale de la Santé (ci-après dénommée "la Convention"), à laquelle la Belgique a adhéré le 14 mars 1962,

Sont convenus de ce qui suit:

*Article 1*

1. Le Directeur du Bureau de liaison de l'OMS bénéficie des privilèges accordés aux membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques. Le conjoint et les enfants mineurs à charge du Directeur vivant à son foyer bénéficient des avantages reconnus au conjoint et aux enfants mineurs à charge du personnel diplomatique.

2. Sans préjudice de l'article VI, section I9 de la Convention, les dispositions du paragraphe premier ne sont pas applicables aux ressortissants belges.

*Article 2*

Le Gouvernement belge facilite l'entrée et le séjour en Belgique des personnes invitées à se rendre au Bureau de l'OMS à des fins officielles, ainsi que leur départ du pays.

*Article 3*

1. La Belgique et l'OMS déclarent leur intention commune de promouvoir un niveau élevé de protection sociale pour, respectivement, les ressortissants belges et les résidents permanents en Belgique, d'une part, et, d'autre part, les membres du personnel de l'OMS.

2. La Belgique veille à garantir à ses ressortissants, à ses résidents permanents et à chaque travailleur présent sur son territoire l'exercice effectif des droits fondamentaux, tels qu'énoncés dans la "Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, faite à Strasbourg, en 1989", et dans la "Charte sociale européenne et son Protocole additionnel, faits à Turin, en 1961".

3. L'OMS veille à garantir à chacun des membres de son personnel l'exercice effectif des droits sociaux fondamentaux.

4. Sur la base d'un examen commun de leur système respectif de protection et de sécurité sociales, les Parties signataires conviennent que le régime de sécurité sociale applicable aux membres du personnel de l'OMS leur garantit le bénéfice d'un socle de protection sociale équivalent au système belge de sécurité sociale.

5. Compte tenu du résultat de l'examen visé au point précédent, les membres du personnel de l'OMS, autres que les ressortissants belges et les résidents permanents en Belgique, et qui n'exercent, en Belgique, aucune occupation à caractère lucratif autre que celle requise par leurs fonctions sont couverts par le régime de sécurité sociale applicable au personnel de cette organisation, selon les conditions suivantes :

a) le régime de sécurité sociale applicable au personnel de l'OMS reconnaît les principes de la législation belge relative à la protection des données relatives à la vie privée des personnes et à l'éthique médicale (libre choix du patient, liberté thérapeutique du prestataire de soins, secret médical) ;

b) la Belgique et l'OMS reconnaissent l'unicité de leur système et régime de sécurité sociale.

6. Par dérogation aux dispositions visées au point 5, et selon les modalités visées dans la déclaration annexée au présent accord, la Belgique et l'OMS conviennent que les ressortissants belges et les résidents permanents en Belgique, membres du personnel du Bureau belge de l'OMS sont couverts par le régime de sécurité sociale applicable au personnel de l'OMS , selon les conditions visées au point 5.

#### *Article 4*

Chacune des Parties notifie à l'autre partie l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Accord.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 6 janvier 1999, en double exemplaire en langue française.

Pour le Royaume de Belgique :

MARCEL COLLA

Pour l'Organisation Mondiale de la Santé :

GRO H. BRUNDTLAND

DÉCLARATION COMMUNE ANNEXÉE À L'ARTICLE 3 DE L'ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ SUR L'ÉTABLISSEMENT EN BELGIQUE D'UN BUREAU DE LIAISON DE CETTE ORGANISATION.

Pour l'application de l'article 3 de l'accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Mondiale de la Santé sur l'établissement en Belgique d'un Bureau de cette organisation et de la présente déclaration commune, les Parties signataires ont convenu de ce qui suit :

*Article 1. Définition.*

On entend par : "résident permanent en Belgique": Toute personne inscrite, depuis plus de 6 mois, au Registre national belge des personnes physiques.

"Socle de protection sociale équivalent" : le système de protection sociale qui n'atteint pas la hauteur et l'étendue de la couverture du système belge de sécurité sociale pour les prestations de chômage ou pour les prestations d'invalidité.

*Article 2*

La dérogation visée à l'article 3, point 6, de l'accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Mondiale de la Santé sur l'établissement en Belgique d'un Bureau de liaison de cette organisation reste valable tant que les résultats de l'examen visé à l'article 3, point 4 dudit projet d'accord garantit aux membres du personnel de l'OMS le bénéfice d'un socle de protection sociale équivalent au système belge de sécurité sociale.

*Article 3*

Dans le cadre de l'exécution de l'article 3 de l'accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Mondiale de la Santé sur l'établissement en Belgique d'un Bureau de liaison de cette organisation et de l'article 2 de la présente déclaration commune, les Parties signataires s'engagent à coopérer étroitement en échangeant des informations à l'occasion de changements significatifs apportés à leurs systèmes respectifs de sécurité sociale, susceptibles de diminuer le niveau et l'étendue de la protection sociale garantie à leurs assurés.

Tous les 5 ans, à dater de la signature de l'accord susvisé, les Parties signataires établissent un rapport commun relatif à l'évaluation de leur coopération dans ce domaine. Ce rapport établit si la condition visée à l'article 2 reste valable.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE  
WORLD HEALTH ORGANIZATION ON THE ESTABLISHMENT OF A  
LIAISON OFFICE OF THIS ORGANIZATION IN BELGIUM

The Kingdom of Belgium, hereinafter referred to as "Belgium",

The World Health Organization, hereinafter referred to as "WHO",

Mindful that the World Health Organization has opened a liaison office in Brussels (hereinafter referred to as the "office"),

Mindful of the need to make specific arrangements concerning the privileges and immunities which the WHO liaison office in Brussels may enjoy in Belgian territory,

Wishing to conclude, for that purpose, a supplementary agreement to the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies, including its annex VII concerning the World Health Organization (hereinafter referred to as the "Convention"), to which Belgium acceded on 14 March 1962,

Have agreed as follows:

*Article 1*

1. The Director of the WHO liaison office shall enjoy the diplomatic privileges granted to diplomatic personnel of diplomatic missions. The spouse and dependent children of the Director living at home shall enjoy the advantages granted to the spouse and dependent children of diplomatic personnel.

2. Without prejudice to article VI, section 19, of the Convention, the provisions of paragraph 1 shall not apply to Belgian nationals.

*Article 2*

The Belgian Government shall facilitate the entry into Belgium, the stay therein and departure therefrom of persons invited to the WHO liaison office for official purposes.

*Article 3*

1. Belgium and WHO consider it their common intention to promote a high level of social protection for Belgian nationals and permanent residents of Belgium, respectively, on the one hand, and staff members of WHO, on the other.

2. Belgium shall seek to guarantee its nationals, its permanent residents and each worker present in its territory the effective enjoyment of fundamental rights as set forth in the Community Charter of Fundamental Social Rights for Workers, opened for signature in Strasbourg in 1989, and in the European Social Charter and its Additional Protocol, opened for signature in Turin in 1961.

3. WHO shall seek to guarantee each of its staff members the effective enjoyment of fundamental social rights.

4. On the basis of a joint review of their respective systems of social protection and social security, the Contracting Parties agree that the social security regime applicable to WHO staff members shall guarantee them the benefit of an equivalent basis of social protection to the Belgian social security system.

5. In the light of the outcome of the review referred to in the previous paragraph, WHO staff members, other than Belgian nationals and permanent residents of Belgium, who do not pursue any gainful occupation in Belgium other than that required by their functions, shall be covered by the social security regime applicable to the staff of this Organization, under the following conditions:

(a) The social security regime applicable to WHO staff members shall recognize the principles of Belgian law relating to the protection of information on the private life of individuals and to medical ethics (free choice of the patient, health-care provider's choice of treatment and medical confidentiality);

(b) Belgium and WHO shall recognize the uniqueness of their social security system and regime.

6. By derogation to the provisions of paragraph 5, and according to the modalities referred to in the declaration annexed to this agreement, Belgium and WHO agree that Belgian nationals and permanent residents of Belgium who are staff members of the Belgian office of WHO shall be covered by the social security regime applicable to WHO staff members under the conditions set forth in paragraph 5.

*Article 4*

Each Party shall notify the other Party when it has completed the procedures required under its laws for the entry into force of this Agreement.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement.

Done at Brussels on 6 January 1999, in duplicate, in the French language.

For the Kingdom of Belgium:

MARCEL COLLA

For the World Health Organization:

GRO H. BRUNDTLAND

JOINT DECLARATION ANNEXED TO ARTICLE 3 OF THE AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE WORLD HEALTH ORGANIZATION ON THE ESTABLISHMENT OF A LIAISON OFFICE OF THIS ORGANIZATION IN BELGIUM

For the implementation of article 3 of the Agreement between the Kingdom of Belgium and the World Health Organization on the establishment of a liaison office of this Organization in Belgium and of this joint declaration, the Contracting Parties have agreed as follows:

*Article 1. Definition*

"Permanent resident of Belgium" means any person registered for more than six months in the Belgian National Register of natural persons.

"Equivalent basis of social protection" means a system of social protection that does not go as far as the level and scope of coverage of the Belgian social security system in respect of unemployment benefits or disability benefits.

*Article 2*

The derogation referred to in article 3, paragraph 6, of the Agreement between the Kingdom of Belgium and the World Health Organization on the establishment of a liaison office of this Organization in Belgium shall remain valid as long as the outcome of the review referred to in article 3, paragraph 4, of the said draft agreement guarantees WHO staff members the benefit of an equivalent basis of social protection to the Belgian social security system.

*Article 3*

In the framework of the implementation of article 3 of the Agreement between the Kingdom of Belgium and the World Health Organization on the establishment of a liaison office of this Organization in Belgium and of article 2 of this joint declaration, the Contracting Parties undertake to cooperate closely by exchanging information in the event of significant changes made to their respective social security systems that might reduce the level and scope of social protection guaranteed to their insureds.

Every five years from the date of signature of the above-mentioned Agreement, the Contracting Parties shall prepare a joint report containing an assessment of their cooperation in this area. This report shall determine if the condition referred to in article 2 remains valid.

